

Paris, le 5 juin 2026

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**SYSTÈMES DE RETRAITE :
LA MENACE D'UN EMBALLEMENT DU DÉFICIT**

Analyse du Cercle de l'Épargne

Le Conseil d'Orientation des Retraites présentera le 11 juin prochain son rapport annuel. Dans la perspective de cette présentation, le Cercle de l'Épargne publie une note reprenant les principaux défis auxquels est confronté le système de retraite en France.

Avec 370 milliards d'euros de pensions versées en 2023, les dépenses de retraite représentent 13,1 % du PIB selon la DREES¹, un niveau parmi les plus élevés du monde développé. Elles représentent le premier poste de dépenses sociales.

À titre de comparaison, dans un récent rapport de l'OCDE² publié fin 2025, la part des dépenses de retraite dans le PIB serait même supérieure en France. Elle s'établirait ainsi :

- En **France**, à **13,8** % du PIB ;
- en **Allemagne**, à environ **11,6** % du PIB ;
- au **Royaume-Uni**, à **7,5** % du PIB ;
- aux **États-Unis**, à **7,4** % du PIB.

Seule l'Italie consacre une part plus importante, de l'ordre de 16 % du PIB.

¹ Source : DREES (2025), *Les retraités et les retraites – Édition 2025, Panoramas de la DREES*

² Source : OCDE (2025), *Panorama des pensions 2025 : Les indicateurs de l'OCDE et du G20*

1. Un moment particulier pour le système de retraite

Pour la première fois depuis 1993, un gouvernement a été contraint de suspendre une réforme des retraites, celle de 2023 qui prévoit de porter de 62 à 64 ans de l'âge légal et d'accélérer le passage du nombre d'annuités de 42 à 43 ans. Cette suspension court jusqu'à l'automne 2027, c'est-à-dire après l'élection présidentielle.

Les incertitudes sur la politique qui sera mise en œuvre après les élections de 2027 sont importantes au vu des intentions des différents candidats actuellement en lice. Quel que soit le vainqueur, il est fort probable qu'une nouvelle réforme soit présentée en 2027.

Le rapport annuel du COR doit prendre en compte cette suspension ainsi que la dégradation de la situation démographique et économique.

2. Des contraintes démographiques de plus en plus prégnantes

La France comptait **17,2 millions de retraités de droit direct fin 2023**. Selon les projections du COR, leur nombre pourrait dépasser **20 millions au milieu des années 2040**. Dans le même temps, le ratio entre cotisants et retraités continue de se dégrader :

- plus de 2 cotisants pour 1 retraité dans les années 1980 ;
- environ 1,7 aujourd'hui ;
- entre 1,3 et 1,4 à l'horizon 2070.

La détérioration démographique s'accélère avec un taux de fécondité qui est tombé sous **1,6 enfant par femme en 2025**, contre plus de 2 enfants il y a une quinzaine d'années. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, la France enregistre un **solde naturel négatif**, les décès étant plus nombreux que les naissances.

Cette évolution a conduit le COR à réviser ses hypothèses démographiques, avec des conséquences qui pèseront sur les comptes sociaux dans les décennies à venir.

3. Les retraites publiques sous tension

Les retraites de la fonction publique représentent près du quart des dépenses totales du système. Le coût du compte d'affectation spéciale « Pensions » dépasse désormais **67 milliards d'euros par an**.

Les taux de cotisation employeur affichés atteignent :

- plus de **80 %** pour les fonctionnaires civils ;

- plus de **120 %** pour les militaires.
- contre **28/29 %** pour les salariés du privé.

Parallèlement, la situation financière de la CNRACL qui couvre les agents territoriaux et hospitaliers, se dégrade rapidement sous l'effet du vieillissement des effectifs et des départs massifs à la retraite.

4. Un déficit en voie de pérennisation

Selon le COR, le système de retraite pourrait enregistrer à long terme un déficit compris entre **0,7 et 1,4 point de PIB** selon les scénarios économiques retenus. Le ralentissement de la productivité constitue un facteur aggravant. Alors que les gains de productivité dépassaient souvent **1,5 % par an avant 2008**, ils demeurent, depuis plusieurs années, inférieurs à **1 %**. Or dans un système par répartition, la croissance des salaires et de la productivité conditionne directement les recettes des régimes.

5. Le problème du taux d'emploi des seniors

Le taux d'emploi des 60-64 ans demeure inférieur à celui observé dans plusieurs pays européens. En 2025, ce taux d'emploi est de :

- France : 42 %
- Allemagne : 65 %
- Suède : 68 %
- Pays-Bas : 68 %
- Danemark : 68 %

La France souffre également d'un taux de chômage élevé chez les jeunes et d'une proportion importante de jeunes ni en emploi ni en formation.

6. Vers une baisse du niveau de vie relatif des retraités

Aujourd'hui encore, les retraités français disposent d'un niveau de vie moyen proche de celui de l'ensemble de la population. Cette situation constitue une exception parmi les pays développés. Selon les projections du COR, cet avantage devrait progressivement s'éroder. À l'horizon 2070, le niveau de vie des retraités pourrait représenter moins de **90 %** de celui de l'ensemble de la population, contre environ **100 % aujourd'hui**.

7. Les finances publiques face au vieillissement

Pour le Cercle de l'Épargne, le débat sur les retraites ne peut plus être dissocié de celui sur la santé, la dépendance et les finances publiques.

« *La question n'est plus seulement celle des retraites. La France entre dans l'âge du vieillissement budgétaire. Retraites, santé et dépendance constitueront ensemble le principal défi financier des prochaines décennies. Les arbitrages qui seront effectués après 2027 engageront durablement le modèle social français* », conclut Philippe Crevel, Directeur du Cercle de l'Épargne.

Les principaux chiffres à retenir

- **370 milliards d'euros** de dépenses de retraite ;
- **13,1 % du PIB** consacré aux retraites ;
- **17,2 millions** de retraités aujourd'hui ;
- **Plus de 20 millions** attendus dans les années 2040 ;
- **1,7 cotisant pour 1 retraité** aujourd'hui contre plus de 2 dans les années 1980 ;
- **67 milliards d'euros** pour le CAS Pensions ;
- **80 milliards d'euros** de réserves pour l'AGIRC-ARRCO ;
- **42 %** de taux d'emploi des 60-64 ans en France ;
- **Moins de 1,6 enfant par femme** en 2025 ;
- **0,7 à 1,4 point de PIB** de déficit potentiel à long terme.

Contacts presse

Sarah Le Gouez

Tél. : 06 13 90 75 48

slegouez@cercledelepargne.fr

Philippe Crevel

Tél. : 06 03 84 70 36

pcrevel@gmail.com